

I – Les relations extérieures du Canada

Hélène Galarneau

Volume 17, numéro 3, 1986

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702050ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702050ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Galarneau, H. (1986). I – Les relations extérieures du Canada. *Études internationales*, 17(3), 635–660. <https://doi.org/10.7202/702050ar>

CHRONIQUE DES RELATIONS EXTÉRIEURES DU CANADA ET DU QUÉBEC

Hélène GALARNEAU*

I — Les relations extérieures du Canada

(avril à juin 1986)

A — Aperçu général

Les négociations commerciales canado-américaines, la préparation des négociations commerciales multilatérales et le développement des relations avec la région Asie-Pacifique étaient encore au printemps au centre des préoccupations du gouvernement canadien. L'ouverture officielle des négociations sur la libéralisation des échanges avec les États-Unis survenait dans un climat commercial un peu tendu entre les deux pays coïncidant avec l'imposition par les États-Unis de mesures à l'endroit des exportations canadiennes de bois. En préparation des négociations du GATT, le gouvernement canadien insistait particulièrement sur la nécessité d'y discuter des problèmes que connaît actuellement le commerce international des produits agricoles. Le Premier ministre canadien profitait par ailleurs de son voyage au Japon à l'occasion du Sommet des Sept de Tokyo pour effectuer une tournée en Asie. Son secrétaire d'État aux Affaires extérieures se rendait pour sa part en Asie de l'Est et au Moyen-Orient au printemps. Enfin, le gouvernement canadien entreprenait de se doter d'une politique d'aide au développement à long terme envers le continent africain et annonçait certaines mesures spéciales en faveur du continent africain, notamment au cours de la Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la situation économique en Afrique.

Le Comité spécial de la Chambre des Communes et du Sénat chargé d'examiner la politique étrangère du Canada à la lumière du Livre vert de mai 1985 rendait son rapport en juin. La participation canadienne à l'Initiative de défense stratégique américaine et les négociations commerciales canado-américaines avaient fait l'objet d'un rapport préliminaire en août dernier et ne sont donc pas abordées dans le rapport final. Étant donné la préparation d'un Livre blanc sur la politique de défense et l'examen de la politique d'aide au développement entrepris par le Comité permanent des affaires extérieures et du commerce extérieur, le Comité mixte spécial s'est limité dans ces deux cas à une étude des orientations globales de ces politiques. Des témoignages et mémoires recueillis, le Comité a noté cinq préoccupations majeures des Canadiens: la sécurité internationale, l'état de l'économie mondiale, le voisinage avec les États-Unis, la promotion des droits de la personne et du développement et la volonté de voir le Canada jouer un rôle actif et responsable sur la scène internationale. Ses conclusions auront été guidées par ces préoccupations ainsi que par l'examen de l'influence que peut exercer le Canada sur la scène internationale, et tempérées par le souci d'assurer la cohérence de la politique étrangère canadienne. Le Comité propose donc que le Canada concentre ses efforts, à moyen terme, sur sept grandes orientations: renforcer l'ordre international et accroître l'influence canadienne, promouvoir la paix et la

* *Documentaliste au CQRI.*

sécurité mondiales, favoriser l'accroissement des échanges internationaux, participer au développement international, promouvoir les droits de la personne, améliorer les relations avec les États-Unis et intégrer le Grand Nord à la politique étrangère canadienne. De nombreuses recommandations sont rattachées à chacune des orientations retenues. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, se disant heureux que le rapport ait reçu l'appui unanime des membres du Comité, prévoyait que le Cabinet serait en mesure de donner la réponse du gouvernement à l'automne¹.

À la toute fin du trimestre, un remaniement ministériel important transférait à de nouveaux titulaires les responsabilités du Commerce extérieur, de la Défense et des Relations extérieures. Mme Pat Carney succédait à M. James Kelleher comme ministre du Commerce extérieur, M. Perrin Beatty prenait la place de M. Erik Nielsen à la Défense nationale et Mme Monique Landry remplaçait Mme Monique Vézina comme ministre d'État aux Relations extérieures. Le remaniement du 30 juin touchait encore de nombreux postes dont celui de ministre de l'Emploi et de l'Immigration, qui était confié à M. Benoît Bouchard alors que M. Gerry Weiner devenait ministre d'État à l'Immigration. Le Premier ministre confiait à cette occasion à Mme Carney la responsabilité des négociations commerciales qui relevait auparavant du secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Mme Carney dirigera dorénavant le sous-comité du Cabinet chargé des négociations commerciales².

B — Les politiques de défense

Le ministre associé à la Défense, M. Harvie Andre, déclarait devant le Comité permanent de la Défense nationale en mai qu'il espérait qu'un Livre blanc sur la défense soit soumis au Cabinet à la fin de l'été. Il soulignait que deux raisons ont contribué à retarder la publication du Livre blanc: la difficulté de modifier les engagements du Canada envers l'OTAN et le NORAD et les restrictions budgétaires³.

Dans le cadre du programme de modernisation des forces armées, le ministre Andre annonçait le 9 mai l'affectation de \$1,2 milliard à la modernisation des quatre destroyers de la classe Tribal. Ces navires seront notamment dotés de système de défense anti-aérienne, la société Litton Canada Ltd ayant été retenue comme entrepreneur principal⁴. M. Andre annonçait un mois plus tard l'approbation finale du projet de défense aérienne à basse altitude (DABA), dont le coût s'établit à \$1 milliard, confié à la société suisse Oerlikon-Bührle. Ce système servira à la protection des forces terrestres et aériennes du Canada en Europe⁵.

1 — L'OTAN

Deux réunions ministérielles de l'OTAN avaient lieu au printemps. Le Comité des plans de défense se réunissait en session ministérielle à Bruxelles le 22 mai, le ministre de la Défense nationale, M. Erik Nielsen, y représentant le Canada. Les ministres ont alors endossé un projet américain de production d'armes chimiques, tout en lançant un appel à l'URSS, dans leur communiqué final, pour la conclusion prochaine d'une interdiction totale de ces armes. Le ministre Nielsen aurait plaidé, à Bruxelles, en faveur du soutien au projet

1. *Indépendance et internationalisme: Rapport du Comité mixte spécial du Sénat et de la Chambre des communes sur les relations extérieures du Canada*. Ottawa, Approvisionnement et Services, 1986, 226 p.; Ministère des Affaires extérieures, *Discours no. 86/40*, 27 juin 1986.

2. *The Globe and Mail*, 1^{er} juillet 1986, p. A4; Bruce LITTLE, *The Globe and Mail*, 1^{er} juillet 1986, pp. A1-A2.

3. The Centre for Foreign Policy Studies, *Defence Newsletter*, Vol. 5, no. 5 (mai 1986), p. 13.

4. Ministère de la Défense nationale, *Communiqué no. 13/86*, 9 mai 1986.

5. *Ibid.*, *Communiqué no. 32/86*, 12 juin 1986.

américain en vertu de l'unité de l'OTAN et du partage avec les États-Unis du fardeau que représente la production de ces armes⁶. Les ministres de la Défense ont par ailleurs adopté de nouvelles mesures en vue de la modernisation des forces conventionnelles des alliés qui portent sur l'amélioration de la capacité de soutien des forces et de la défense aérienne intégrée de l'alliance, l'accélération de l'exécution des projets d'infrastructure, l'utilisation des nouvelles technologies, et la nécessité d'aider la Grèce, le Portugal et la Turquie à améliorer leurs forces armées. Les ministres de la Défense se sont encore prononcés en faveur d'une coopération internationale plus étroite en vue de lutter contre le terrorisme⁷. Le Comité a également adopté au cours de la réunion un plan permettant à l'Espagne de coopérer aux instances militaires de l'OTAN sans que ses forces armées ne soient placées sous le commandement allié⁸. Le ministre Nielsen a réitéré l'intérêt du Canada à l'établissement d'une base d'entraînement de l'OTAN à Goose Bay⁹.

Les ministres des Affaires étrangères de l'OTAN se réunissaient quelques jours plus tard à Halifax à l'occasion de la session ministérielle du printemps du Conseil de l'Atlantique Nord. La réunion des 29 et 30 mai, qui se voulait informelle afin de favoriser de meilleurs échanges entre les participants, s'est concentrée sur les relations Est-Ouest et le contrôle des armements. Les alliés se sont mis d'accord pour instaurer un groupe de travail spécial chargé d'étudier des mesures nouvelles et originales de contrôle des armes conventionnelles, qui doit remettre son rapport à l'automne avant la réunion de décembre du Conseil. Les ministres ont discuté de la position américaine à l'endroit des accords SALT-II. Le Canada, la Grande-Bretagne et l'Allemagne de l'Ouest ont tenté de convaincre les États-Unis de respecter les dispositions de l'accord¹⁰. Le secrétaire d'État canadien aux Affaires extérieures, M. Joe Clark, avait abordé le sujet dans son discours d'ouverture où il avait déclaré que le fait que les États-Unis ne se sentent plus tenus, en raison de l'attitude des Soviétiques, de respecter l'accord constituait « une situation profondément alarmante ». « Nous devons souhaiter un changement d'attitude de la part des Soviétiques, poursuivait-il, et espérer que l'annonce faite par le Président Reagan le 27 mai ne mettra pas un terme au débat »¹¹. Le Premier ministre canadien qui rencontrait à Halifax les ministres de l'OTAN déclarait également à la presse que le Canada, ni l'OTAN croyait-il, n'endosserait aucun projet américain visant à abandonner le traité. Le ministre Clark soulignait par ailleurs dans son discours d'ouverture la nécessité de faire front commun pour combattre efficacement le terrorisme. Sur ce point, le secrétaire général de l'OTAN, Lord Carrington, déclarait à l'issue de la conférence que les ministres s'étaient entendus pour coopérer dans la lutte contre le terrorisme.

2 - DÉSARMEMENT ET CONTRÔLE DES ARMEMENTS

Le jour même de la déclaration du président Reagan affirmant l'intention des États-Unis de ne plus respecter SALT-II, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures publiait lui-même une déclaration concernant le respect de l'accord. Il y affirmait que le gouvernement canadien « estime que rien ne devrait être fait pour amoindrir (la) portée » des accords ABM et SALT et que le Canada prend « très au sérieux les accusations américaines portant sur le non-respect des accords de contrôle des armements par l'Union soviétique », signalées à plusieurs reprises à l'URSS par le gouvernement canadien. « Nous sommes très préoccupés,

6. Patrick MARTIN, *The Globe and Mail*, 23 mai 1986, p. A8.

7. Service de Presse de l'OTAN, *Communiqué de presse M-DPC-1 (86) 15*, 22 mai 1986.

8. *The Globe and Mail*, 24 mai 1986, p. A11.

9. *The Globe and Mail*, 23 mai 1986, p. A8.

10. *Le Devoir*, 30 mai 1986, pp. A1; Jeff SALLOT, *The Globe and Mail*, 31 mai 1986, pp. A1-A2.

11. Ministère des Affaires extérieures, *Discours no. 86/34*, 29 mai 1986, p. 3.

poursuivait-il, par les répercussions que pourrait avoir l'intention déclarée du président de dépasser les limites fixées par l'accord SALT à la fin de l'année »¹².

L'ambassadeur canadien au désarmement, M. Douglas Roche, effectuait du 14 avril au 2 mai une tournée de consultation au Canada, tournée s'inscrivant dans le programme pour l'Année internationale de la paix annoncé en mars par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Ces consultations devaient porter surtout sur les rapports entre le désarmement et le développement en vue de la Conférence de Paris en juillet¹³.

C — Les politiques économiques et commerciales

Le ministre d'État aux Mines, M. Robert Layton, se réjouissait de la décision prise en juin par l'Organisation internationale du Travail permettant une utilisation contrôlée de l'amiant. M. Layton croit que le Canada sera désormais en bonne position pour défendre son point de vue aux États-Unis, dont l'*Environmental Protection Agency* cherche à bannir l'utilisation de ce minerai. Le ministre du Travail, M. Bill McKnight, avait participé à la conférence de l'OIT¹⁴.

Le gouvernement canadien prenait en juin des mesures plus sévères afin de contrôler la pêche effectuée par des navires étrangers dans la zone des 320 km au large des côtes canadiennes. Le ministre fédéral des Pêches et des Océans, M. Thomas Siddon, annonçait le 13 juin de nouvelles mesures de surveillance afin d'empêcher le pillage des ressources halieutiques canadiennes. Le ministre signalait également l'adoption d'une nouvelle stratégie d'allocation des quotas de pêche aux pays étrangers, mettant fin à la politique d'accès aux ressources canadiennes en échange de l'accès aux marchés étrangers pour le poisson canadien. Le Canada ne permettra dorénavant plus aux navires étrangers de pêcher que les surplus ne pouvant être pris par les pêcheurs canadiens, et des quotas ne seront alloués qu'aux pays ayant fait preuve d'un « bon comportement de conservation »¹⁵.

Le gouvernement canadien demandait en mai au Tribunal canadien des importations d'examiner le dossier des importations d'acier afin de déterminer s'il y a lieu d'imposer un contrôle de ces importations¹⁶. Les importations de boeuf en provenance de l'Irlande et du Danemark faisaient également l'objet d'une enquête du Tribunal des importations au printemps, celui-ci ayant accepté la plainte présentée par les producteurs canadiens de boeuf et devant maintenant juger du tort causé ou non à l'industrie canadienne par les importations européennes subventionnées¹⁷.

Le ministre du Commerce extérieur annonçait le 25 avril la nomination des présidents des quinze Groupes de consultations sectorielles sur le commerce extérieur dont la formation avait été rendue publique en février. Les membres des groupes sur les industries du vêtement et de la fourrure, sur les services financiers, sur la production automobile et aérospatiale et sur les arts et les industries culturelles étaient nommés en mai et juin. Avec le Comité consultatif sur le commerce extérieur, les Groupes sectoriels seront chargés de conseiller le gouvernement sur les questions de commerce extérieur et notamment les négociations

12. *Ibid.*, Discours no. 86/33, 27 mai 1986.

13. *Ibid.*, Communiqué no. 75, 8 avril 1986.

14. Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, Communiqué no. 86/108, 25 juin 1986, *Le Devoir*, 20 juin 1986, p. 11.

15. Barbara YAFFEE, *The Globe and Mail*, 14 juin 1986, p. A3.

16. Gouvernement du Canada, Communiqué no. 101, 26 mai 1986.

17. *The Globe and Mail*, 19 juin 1986, p. B6.

canado-américaines de libre-échange et les prochaines négociations commerciales multilatérales¹⁸.

D — Les politiques d'immigration

Le ministre d'État à l'Immigration, M. Walter McLean, dévoilait le 21 mai le nouveau processus de reconnaissance du statut de réfugié qui fera l'objet d'un projet de loi devant être présenté à l'automne. M. McLean annonçait en même temps des mesures en vue d'éliminer l'arriéré de cas —, évalué à 20,000 et qui feront l'objet d'un examen individuel au cours des deux prochaines années — ainsi que l'adoption provisoire d'une méthode de traitement accéléré des demandes de statut de réfugié en attendant la mise en place du nouveau processus. Le nouveau processus, que le ministre affirme conforme aux obligations légales et morales du Canada sur la scène internationale, tient compte également des principes de la Charte canadienne des droits et libertés¹⁹.

E — Les politiques d'aide au développement

Outre l'opération Afrique 2000 annoncée en mai, qui instaure un fonds spécial de \$150 millions sur cinq ans en faveur des pays africains (cf. rubrique L-4), la ministre des Relations extérieures annonçait le 11 juin au plan d'action destiné à assurer la participation des femmes à tous les programmes d'aide canadiens. Ce plan d'action quinquennal sur l'intégration des femmes dans le développement cherche à faire des femmes des agents et des bénéficiaires à part entière de programmes canadiens de développement international. Mme Monique Vézina en annonçant cette nouvelle stratégie qu'aucun projet de l'ACDI ne serait désormais planifié sans que la question de la place qu'il fait aux femmes n'ait été posée. La ministre réservait immédiatement 25 des \$150 millions de l'opération Afrique 2000 à des projets donnant la priorité aux femmes africaines²⁰.

La ministre des Relations extérieures annonçait le 13 juin un nouveau programme de bourses de l'ACDI auquel seront alloués \$11 millions au cours des quatre prochaines années. Le programme prévoit l'octroi de bourses d'études à des gestionnaires de pays en développement qui viendront suivre les cours du nouvel Institut international de gestion en aviation civile qui sera créé à Montréal²¹. L'ACDI financera d'autre part en partie un programme international de coopération municipale qui amènera dans une dizaine de villes canadiennes des administrateurs de municipalités d'Afrique, d'Asie, des Antilles et d'Amérique latine²².

F — Organisations et rencontres internationales

1 — L'ONU ET LA SESSION EXTRAORDINAIRE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE SUR LA SITUATION ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE

L'ambassadeur du Canada aux Nations Unies, M. Stephen Lewis, déplorait au printemps l'attitude de certains pays qui plongent les Nations Unies dans une crise financière en

18. Ministre du Commerce extérieur, *Communiqué no. 80*, 25 avril 1986, *Communiqué no. 81*, 25 avril 1986, *Communiqué no. 96*, 21 mai 1986, *Communiqué no. 123*, 24 juin 1986, *Communiqué no. 127*, 26 juin 1986, *Communiqué no. 128*, 27 juin 1986.

19. Ministère de l'Emploi et de l'Immigration, *Communiqué no. 86-12*, 21 mai 1986.

20. Ministre des Relations extérieures, *Communiqué no. 86-37*, 11 juin 1986.

21. *Ibid.*, *Communiqué no. 86-39*, 13 juin 1986.

22. *Ibid.*, *Communiqué no. 86-33*, 3 juin 1986.

retenant le paiement de leur contribution au budget de l'organisation. M. Lewis soulignait notamment le refus des États-Unis de payer entre \$80 et \$100 millions au budget de 1986, ce qui entravera le travail de l'organisation²³. À une autre occasion, l'ambassadeur canadien réfutait l'existence d'un sentiment anti-américain à l'ONU qui, selon un haut-fonctionnaire du département d'État américain, justifie les coupures à la contribution américaine. M. Lewis participait alors à un débat sur la situation financière des Nations Unies sur la colline du Capitole à Washington²⁴. Le Canada tentait d'autre part de persuader les États-Unis de participer à la Conférence des Nations Unies sur le désarmement et le développement qui aura lieu à Paris en juillet. L'ambassadeur canadien au désarmement, M. Douglas Roche, déclarait que le gouvernement avait signalé aux États-Unis l'importance du sujet de la conférence²⁵.

Le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, M. Jean-Pierre Hocké, effectuait une visite officielle au Canada les 22 et 23 mai. Le gouvernement canadien annonçait à l'occasion de sa venue la contribution du Canada aux activités du Haut Commissariat pour l'année 1986, qui s'élèvera à \$18 millions. L'ACDI avait déjà versé \$1,4 million entre janvier et mars pour des projets auprès des réfugiés en Afrique et s'engageait à verser \$16,5 millions répartis comme suit: \$6 millions pour les activités générales du Haut Commissariat, \$4 millions pour les réfugiés afghans du Pakistan, \$3 millions pour les réfugiés d'Amérique centrale, \$2,4 millions pour l'Afrique et \$1 million pour la Thaïlande. Au cours de son séjour, le Haut Commissaire eut des entretiens avec Mme Monique Vézina, ministre des Relations extérieures, qui devaient porter notamment sur l'intégration des réfugiés aux projets de développement, la sécurité économique des femmes réfugiées et le renforcement de la coopération entre les organisations internationales et les pays donateurs. M. Hocké devait également rencontrer d'autres membres du Cabinet, ainsi que des représentants de l'ACDI et d'ONG canadiennes²⁶.

Une Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la situation économique en Afrique convoquée à la demande de l'OUA, avait lieu du 27 au 31 mai. Mme Monique Vézina dirigeait la délégation canadienne composée de parlementaires et de représentants d'ONG et du monde des affaires. La ministre canadienne annonçait au cours de cette session que le Canada offrait aux pays d'Afrique sub-saharienne un moratoire de 5 ans sur le repaiement de leur dette constituée des prêts consentis dans le cadre de l'aide publique au développement, moratoire qui pourra être reporté par tranches de 5 ans jusqu'à l'an 2000. Cette dette s'élève à environ \$700 millions ce qui représente pour les pays concernés des paiements de \$250 millions au cours des quinze prochaines années²⁷. Le Canada se disait prêt à entreprendre immédiatement les discussions sur l'application de cette mesure dans le cadre de la Banque mondiale ou ailleurs.

Nous voulons ainsi contribuer, déclarait Mme Vézina, à donner à tous les pays d'Afrique sub-saharienne qui ont de sérieuses difficultés de paiements en devises et qui auront démontré une volonté de redresser leur situation économique, la marge de manoeuvre dont ils ont besoin pour effectuer une relance sur des bases saines²⁸.

Malgré l'appel lancé aux autres pays par la ministre canadienne, seuls les Pays-Bas annonçaient également à l'occasion de la session extraordinaire des mesures concrètes relatives à l'allègement du problème de la dette africaine. Mme Vézina proposait d'autre part

23. Alexandra RADKEWYCZ, *The Globe and Mail*, 12 mai 1986, p. A5.

24. *The Globe and Mail*, 21 juin 1986, p. D10.

25. Jeff SALLOT, *The Globe and Mail*, 9 avril 1986, p. A4.

26. Ministère des Relations extérieures, *Communiqué no. 86-27*, 22 mai 1986; Ministère des Affaires extérieures, *Communiqué no. 90*, 15 mai 1986.

27. Ministère des Affaires extérieures, *Communiqué no. 100*, 23 mai 1986.

28. *Ibid.*, *Discours no. 86-32*, 27 mai 1986, p. 5.

que soit créé par cette assemblée un nouveau mécanisme multilatéral d'aide dont le rôle consisterait à offrir des fonds et de l'expertise technique aux collectivités locales, aux conseils de villages et aux organismes volontaires africains pour des projets qu'ils auraient eux-mêmes développés dans les domaines de la lutte contre la désertification et l'érosion du couvert végétal, et dans le domaine de la production alimentaire. Le Canada est prêt à consacrer \$20 millions sur cinq ans aux activités de ce nouveau mécanisme – que le PNUD contribuerait à définir – dès qu'il sera créé²⁹. Le Canada prit par ailleurs une part active à la préparation du document final en présidant le comité chargé d'en négocier les termes³⁰.

2 – LE GATT ET L'OCDE

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et ses collègues des Finances et du Commerce extérieur participaient à la réunion annuelle du Conseil des ministres de l'OCDE qui se tenait à Paris les 17 et 18 avril. Les prévisions de la performance et des politiques économiques des pays membres de l'Organisation, leurs relations avec les pays en développement et la libéralisation des échanges internationaux constituaient les sujets à l'ordre du jour³¹. Dans son discours devant la réunion, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Joe Clark, a d'abord insisté sur les problèmes des pays en développement et en particulier de l'Afrique et les efforts que doivent consentir les pays industrialisés pour les aider à retrouver la croissance économique. Le ministre a consacré la deuxième partie de son discours à la prochaine série de négociations commerciales multilatérales, souhaitant qu'elle débouche sur une plus grande intégration des pays en développement au système commercial mondial. Le Canada a d'autre part des objectifs bien précis à l'endroit de ces négociations:

une amélioration de l'accès aux marchés dans les domaines de l'agriculture et des produits alimentaires, des produits de la pêche, des ressources industrielles y compris les métaux non ferreux et les produits forestiers, des industries de l'énergie et des installations et services qui y sont rattachés, d'un certain nombre de technologies avancées et du matériel de transport et des échanges de services;

l'adoption d'un système plus efficace de règlement des litiges;

un renforcement des règles du commerce afin de réduire le recours abusif aux mesures de protection par contingentement;

un renforcement des règles sur les subventions, ce qui comprend les crédits subventionnés à l'exportation et les subventions agricoles³².

Le ministre du Commerce extérieur, M. James Kelleher, participait du 30 mai au 1^{er} juin à une rencontre réunissant à Séoul les ministres du Commerce de dix-huit pays pour discuter des prochaines négociations commerciales multilatérales. M. Kelleher déclarait à la suite de la réunion avoir noté une volonté sans précédent de la part des participants d'accorder une attention particulière aux problèmes du commerce des produits agricoles. Le Canada souhaite que l'agriculture soit portée au rang des priorités au cours des négociations qui doivent s'ouvrir en septembre. Selon le ministre canadien, la réunion de Séoul a permis de constater un appui de plus en plus important à la nécessité d'un engagement des membres du GATT à ne pas accentuer les mesures protectionnistes dans le domaine de l'agriculture³³. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a d'ailleurs l'intention de proposer à ses partenaires du GATT

29. *Idem.*, pp. 6-7.

30. Philippe DEBEUSSCHER, *Le Devoir*, 30 mai 1986, p. 4.

31. Gouvernement du Canada, *Communiqué no. 76*, 16 avril 1986.

32. Ministère des Affaires extérieures, *Discours no. 86-27*, 18 avril 1986.

33. Ministre du Commerce extérieur, *Communiqué no. 107*, 2 juin 1986.

la formation d'un groupe restreint de spécialistes qui seraient chargés d'analyser les subventions agricoles et les barrières douanières. M. Joe Clark mentionnait ce projet dans un discours prononcé devant la Chambre de commerce d'Edmonton à la mi-juin où il faisait notamment état des efforts entrepris par le Canada au niveau international, dans différents forums internationaux y compris au Sommet de Tokyo, pour « briser le cercle vicieux des subventions » agricoles³⁴. On notera par ailleurs que la ville de Punta del Este, en Uruguay, était choisie début avril pour accueillir la réunion ministérielle d'ouverture des négociations commerciales, ce qui décevait le Canada qui avait fait campagne pour que Montréal en soit le siège³⁵.

3 – RÉUNION D'EXPERTS DE LA CSCE SUR LES CONTACTS ENTRE LES PERSONNES

Une délégation canadienne de fonctionnaires et de parlementaires dirigée par M. William Bauer, coordonnateur auprès de la CSCE, participait à Berne, en Suisse, en avril et en mai, à la réunion d'experts de la CSCE sur les contacts entre les personnes entre l'Est et l'Ouest³⁶. Une réunion semblable sur les droits de l'homme avait eu lieu à Ottawa à la même période l'an dernier. Dans un discours prononcé au début de la réunion, M. Bauer soulignait l'importance que le Canada attache à la libre circulation des personnes, tant en raison de l'aspect personnel et humanitaire de cette question que parce que l'accroissement des contacts humains contribuera à accroître la confiance mutuelle entre l'Est et l'Ouest et de ce fait à renforcer les objectifs de la CSCE. Le Canada souhaitait que la réunion débouche sur un rapport affirmant la détermination des pays participants à mettre en oeuvre les clauses de la CSCE touchant les contacts entre les personnes, et proposant de nouvelles dispositions qui pourraient être prises pour faciliter une circulation plus libre des populations. M. Bauer soulignait d'autre part l'encouragement suscité par les propos positifs à l'endroit des questions humanitaires tenus par le secrétaire général du Parti communiste soviétique au cours du 27^{ème} Congrès du parti³⁷. Un mois plus tard, lors de la séance de clôture de la réunion, le chef de la délégation canadienne déplorait qu'il ait été impossible de s'entendre sur un document final – la même chose s'était produite à la réunion d'Ottawa – mais il regrettait surtout l'absence d'une volonté nouvelle de la part de l'URSS et de certains pays de l'Est de prendre des dispositions concrètes pour faciliter les contacts. M. Bauer regrettait plus particulièrement le refus opposé par certaines délégations de discuter sur une base multilatérale et privée avec le Canada au cours de la réunion de cas précis³⁸.

4 – LE SOMMET DE TOKYO

Le Premier ministre canadien et ses ministres des Finances et des Affaires extérieures participaient à Tokyo au douzième Sommet économique des sept pays les plus industrialisés, du 4 au 6 mai. Ce Sommet théoriquement consacré aux questions économiques et monétaires fait chaque fois place aux questions politiques ou stratégiques. Les récentes attaques américaines contre la Libye et l'accident nucléaire de Tchernobyl suscitaient l'adoption au début du Sommet de Tokyo de déclarations communes des Sept sur le terrorisme et la sécurité nucléaire. La déclaration sur le terrorisme souligne la volonté des Sept de coopérer plus étroitement pour lutter contre le terrorisme et fait état d'une série de mesures que prendront ces pays à l'endroit de tout État soutenant le terrorisme international et en particulier la Libye. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures déclarait que dans le cas du

34. Ministère des Affaires extérieures, *Discours no. 86-37*, 18 juin 1986.

35. Bernard DESCÔTEAUX, *Le Devoir*, 18 avril 1986, p. 1.

36. Ministère des Affaires extérieures, *Communiqué no. 73*, 3 avril 1986.

37. *Ibid.*, *Discours no. 86-29*, 25 avril 1986.

38. *Ibid.*, *Déclarations et Discours*, 26 mai 1986.

Canada, la conséquence principale de cette déclaration consisterait à un éventuel changement dans les exigences d'obtention de visa³⁹. En matière de sécurité nucléaire, les Sept ont souligné la nécessité de renforcer les mesures de sécurité dans les centrales nucléaires et d'améliorer les procédures d'échange d'information en cas d'accident⁴⁰.

Les discussions sur l'économie internationale ont fait une large place, déclarait le premier ministre Brian Mulroney, à la question des échanges agricoles. Le Canada souffre particulièrement des conséquences du conflit agricole entre les États-Unis et la Communauté européenne. Dans le communiqué final du Sommet, les Sept ont souhaité que les prochaines négociations commerciales multilatérales se penchent sur l'échange des services, sur la question de la propriété intellectuelle et sur celle des investissements étrangers⁴¹. Ils se sont par ailleurs entendus sur la constitution d'un nouveau groupe réunissant leurs ministres des Finances et qui sera chargé de coordonner leur politique économique internationale. Les ministres travailleront de concert plus étroitement et plus fréquemment entre les Sommets et se réuniront au moins une fois l'an afin de faire le point sur leurs objectifs économiques en s'efforçant d'en assurer la compatibilité. La formation du G-7 fait suite aux demandes du Canada et de l'Italie d'être admis au sein du Groupe des cinq (G-5) dont font partie les ministres des Finances des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne de l'Ouest, de la France et du Japon. Ces demandes s'étaient faites pressantes à la suite de la réunion de septembre du Groupe des cinq qui avait eu lieu à l'hôtel Plaza de New York et à la suite de laquelle le dollar américain avait été dévalué, ce dont le Canada n'avait pas été informé au préalable. Malgré ce que disait plus tard en mai le secrétaire d'État aux Affaires extérieures qui, parlant du nouveau Groupe des sept devant un auditoire torontois, lançait « Fini le temps où le Canada était exclu des réunions de l'hôtel Plaza »⁴², le G-5 continuera d'exister. Le Canada et l'Italie pourront toutefois être invités à certaines de leurs réunions lorsqu'il sera question du système monétaire international et de politiques économiques qui y sont liées⁴³. Les dirigeants des pays industrialisés ont encore discuté du problème de la dette des PVD, réitérant la nécessité de règlements cas par cas et soulignant l'importance, pour répondre aux besoins de ces pays, des flux financiers privés d'une part et d'une reconstitution rapide des ressources de l'AID d'autre part⁴⁴.

G — Les relations canado-américaines

1 — LES NÉGOCIATIONS SUR LA LIBÉRALISATION DES ÉCHANGES

Le Canada et les États-Unis entreprenaient le 21 mai les négociations sur la libéralisation de leurs échanges commerciaux par une réunion préparatoire des négociateurs des deux pays. L'ouverture des négociations avaient été rendue possible par la décision du Comité sénatorial des Finances de ne pas s'opposer à la requête présentée par le président Reagan. L'approbation du Comité, que le Canada avait d'abord crue acquise, s'est avérée plus délicate que prévu à obtenir. Le Canada, même s'il considérait cette étape comme une question intérieure américaine, s'est affairé dans une campagne de lobbying à convaincre les membres du comité du bien-fondé du projet de libéralisation des échanges. Le vote du Comité repoussé à trois reprises, fut pris le 23 avril et le compte de 10 à 10, bien que nul,

39. Thomas WALKOM, *The Globe and Mail*, 6 mai 1986, p. A1.

40. Ministère des Affaires extérieures, *Reportage Canada*, Vol. 2, no. 11 (11 juin 1986), p. 2.

41. Thomas WALKOM, *The Globe and Mail*, 7 mai 1986, p. B22.

42. Ministère des Affaires extérieures, *Discours no. 86/30*, 22 mai 1986, p. 4.

43. Thomas WALKOM, *The Globe and Mail*, 7 mai 1986, pp. A1-A2.

44. Ministère des Affaires extérieures, *Reportage Canada*, Vol. 2, no. 11 (11 juin 1986), p. 1.

permettait à l'administration d'entreprendre les négociations. Suivant la procédure rapide adoptée (dite du *Fast Track*), le Congrès ne pourra qu'accepter ou rejeter un éventuel accord, sans y apporter de modifications⁴⁵.

Les négociateurs canadien, M. Simon Reisman, et américain, M. Peter Murphy, se rencontraient donc à Ottawa le 21 mai pour discuter des questions de procédure, d'ordre du jour et de l'échéancier des travaux. Le ministre Kelleher déclarait que le Canada avait l'intention de faire comprendre à la partie américaine, au cours de cette première rencontre, le système politique et économique canadien⁴⁶. Ceci faisait suite aux échanges de déclarations qui perdurent sur ce qui fera l'objet des négociations. Du côté américain, on a toujours soutenu que tout devait être négociable alors qu'au Canada on a répété à plusieurs reprises que les programmes sociaux ou l'identité culturelle canadienne ne seraient pas inclus dans les pourparlers. Le 16 mai, le négociateur américain avait déclaré que du Pacte de l'automobile aux programmes sociaux, tout serait négociable, ce qui avait provoqué des mises au point de la part de l'ambassadeur américain à Ottawa et du secrétaire d'État canadien aux Affaires extérieures, M. Clark avait alors affirmé que M. Murphy avait beaucoup à apprendre sur le Canada⁴⁷.

Les deux équipes de négociation tenaient à Washington les 17 et 18 juin une première séance de négociation dont le contenu n'a pas été dévoilé. La veille, le premier ministre Mulroney s'était adressé au public canadien lui demandant au cours d'une allocution télévisée consacrée au projet de libéralisation des échanges canado-américains de soutenir l'initiative du gouvernement. M. Mulroney assurait encore une fois les Canadiens que la souveraineté politique, le système des programmes sociaux, les politiques de développement régional, l'identité culturelle canadienne et le caractère linguistique particulier du pays ne seraient pas des enjeux des négociations. Le représentant commercial américain, M. Clayton Yeutter répondait au geste de M. Mulroney par une déclaration dans laquelle il se disait heureux de l'appui manifesté par le Premier ministre canadien aux négociations et où il rappelait l'engagement de MM. Reagan et Mulroney de tout mettre sur la table des négociations⁴⁸.

2 - LES AUTRES QUESTIONS COMMERCIALES

Le président américain annonçait le 22 mai l'imposition de tarifs de 35 % sur l'importation de bardeaux de cèdre rouge du Canada. La mesure adoptée pour cinq ans par l'administration américaine prévoit une baisse graduelle des tarifs qui passeront après trente mois à 20 % et surtout limités à 8 % pour les six derniers mois. Le gouvernement canadien ressentait durement ce geste survenu au moment même où s'ouvraient officiellement les négociations commerciales bilatérales sur la libéralisation des échanges, et dont il n'avait pas été informé au préalable. Le Premier ministre canadien qualifiait le geste du président de bizarre, d'injustifiable et d'inacceptable. Dans un message envoyé au président Reagan, M. Mulroney soulignait qu'il s'agissait d'une mesure punitive contre les produits canadiens qui relève du plus pur protectionnisme, ce que les deux hommes s'étaient précisément engagés à éviter lors de leurs rencontres de Québec et de Washington. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures protestait de son côté au téléphone et par écrit auprès de son homologue américain M. George Shultz⁴⁹. Le gouvernement canadien présentait le 27 mai aux États-

45. Bernard DESCÔTEAUX, *Le Devoir*, 16 avril 1986, pp. 1 et 10; *Le Devoir*, 24 avril 1986, pp. 1 et 8.

46. Denis LESSARD, *Le Devoir*, 21 mai 1986, pp. 1 et 8.

47. Ross HOWARD, *The Globe and Mail*, 17 mai 1986, pp. A1-A2.

48. William JOHNSON, *The Globe and Mail*, 18 juin 1986, pp. A1-A2.

49. Bernard DESCÔTEAUX, *Le Devoir*, 24 mai 1986, pp. A1 et A10.

Unis une demande de compensation financière qui était rejetée par le gouvernement américain⁵⁰. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures discutait de la question avec le secrétaire d'État américain en marge de la rencontre de l'OTAN d'Halifax le 30 mai et le ministre du Commerce extérieur en faisait autant au cours d'une rencontre privée avec le représentant commercial américain à Séoul, où ils se trouvaient pour une réunion internationale de ministres du Commerce⁵¹.

Devant le refus des États-Unis d'envisager des mesures permettant d'assurer aux producteurs canadiens le maintien d'un accès raisonnable au marché américain, le gouvernement canadien se résignait dix jours plus tard à imposer des mesures de représailles. Le ministre des Finances, M. Michael Wilson, annonçait le 2 juin le rétablissement des droits de douane de 10 % sur certains livres, magazines et autres publications, le rétablissement des droits de douane sur les importations de pièces d'ordinateurs et de semi-conducteurs qui avaient été levés en janvier et une augmentation des droits tarifaires sur certains articles bénéficiant de tarifs réduits comme les sachets de thé, la farine d'avoine, les arbres de Noël, le cidre et les purificateurs d'air à ozone⁵². Quelques semaines plus tard, le Canada décidait par ailleurs d'ajouter les blocs et billons de cèdre rouge à la liste des marchandises dont l'exportation est contrôlée, précisant que les licences d'exportation vers les États-Unis seraient généralement refusées. La demande pour ce bois avait en effet augmenté en flèche aux États-Unis à la suite de l'imposition des tarifs sur le bardeau de cèdre et le gouvernement canadien voulait ainsi éviter que la transformation des blocs et billons de cèdre, qui sont des bardeaux et des bardeaux fendus semi-finis comprenant des flans en cèdre rouge, ne se fasse aux États-Unis plutôt qu'au Canada⁵³.

Le département américain du Commerce acceptait en juin d'examiner une nouvelle requête des producteurs américains de bois d'oeuvre sur les importations de bois d'oeuvre résineux en provenance du Canada, dont dépendent plus de 60,000 emplois canadiens. Le bois d'oeuvre résineux avait déjà fait l'objet d'une enquête qui s'était terminée en 1983 sans qu'il soit jugé nécessaire d'imposer des droits compensatoires. La nouvelle plainte des producteurs était présentée malgré les efforts déployés par le gouvernement canadien pour régler le problème, la dernière tentative ayant été une proposition de nommer des émissaires spéciaux⁵⁴. Cette enquête faisait également l'objet de deux déclarations du Canada au Conseil du GATT, le 22 mai et le 17 juin. Devant le GATT, le gouvernement canadien précisait que ni la pratique canadienne, ni la législation américaine n'ont changé depuis 1983 de façon à justifier une nouvelle enquête américaine sur le bois d'oeuvre résineux et il demandera une réunion spéciale du Comité des subventions et mesures compensatoires du GATT sur cette affaire⁵⁵. La Commission internationale du Commerce international américaine constatait néanmoins dans une décision préliminaire le 26 juin l'existence d'un préjudice à l'endroit de l'industrie américaine du bois d'oeuvre⁵⁶.

Toujours au printemps, les exportations canadiennes de poisson de fond déjà soumises depuis janvier à des droits provisoires, étaient frappées de droits de compensation de 5,8 % à la suite de la décision finale de la Commission internationale du commerce à l'effet que les

50. Denis LESSARD, *Lè Devoir*, 30 mai 1986, p. 8.

51. Jeff SALLOT, *The Globe and Mail*, 31 mai 1986, p. A4; Ministre du Commerce extérieur, *Communiqué no. 107*, 2 juin 1986.

52. Jocelyn COULON, *Le Devoir*, 3 juin 1986, pp. 1 et 8.

53. Ministre du Commerce extérieur, *Communiqué no. 129*, 27 juin 1986.

54. Jennifer LEWINGTON, *The Globe and Mail*, 20 mai 1986, p. B4.

55. Ministre du Commerce extérieur, *Communiqué no. 99*, 22 mai 1986 et *Communiqué no. 117*, 17 juin 1986.

56. *Ibid.*, *Communiqué no. 125*, 26 juin 1986.

exportations canadiennes subventionnées portaient préjudice à l'industrie américaine des pêches. Les conclusions de la Commission sur les filets de poisson de fond canadiens se révélaient toutefois différentes et ceux-ci échappaient ainsi aux droits compensatoires⁵⁷. Enfin, le représentant américain au Commerce ordonnait la tenue d'une enquête sur les lois fédérales canadiennes limitant les exportations de saumon et de hareng à la suite d'une plainte de compagnies de transformation de poisson de Californie, de Washington et de l'Alaska⁵⁸.

Comme cela se produit périodiquement, le ministère fédéral des Pêches arraisonnait en juin un chalutier américain ayant pêché illégalement du côté canadien du Banc Georges⁵⁹. Par ailleurs, les deux pays procédaient comme ils le font chaque année à la réconciliation de leurs statistiques commerciales qui indiquent pour 1985 un surplus canadien de \$21,5 milliards dans le commerce des biens et un déficit de \$13,4 milliards dans le commerce des services⁶⁰.

Les ministres de l'Agriculture canadien et américain se rencontraient à Washington à la mi-juin pour discuter des problèmes auxquels se heurte le commerce des produits agricoles et particulièrement des questions des subventions à l'exportation et des barrières fédérales et provinciales au commerce des produits agricoles. Dans un communiqué conjoint, MM. John Wise et Richard Lyng déclaraient s'être entendus sur l'importance de poursuivre les efforts de règlement des problèmes commerciaux bilatéraux et sur la nécessité de discuter des problèmes agricoles dans le cadre des négociations canado-américaines sur la libéralisation des échanges⁶¹.

Le vice-président américain était en visite au Canada à la mi-juin. Dans un discours prononcé devant la Chambre de commerce de Vancouver, M. George Bush disait être venu pour contribuer à panser les plaies ouvertes au cours des dernières semaines entre les deux pays. M. Bush affirmait que les États-Unis n'ont aucunement l'intention de se lancer dans une guerre commerciale avec le Canada. Malgré le cas du bois de cèdre, il soulignait que plusieurs enquêtes récentes s'étaient soldées sans nouvelles mesures de protection. Les dernières disputes entre les deux pays témoignent de la nécessité d'adopter une approche globale relative au commerce bilatéral disait-il, soulignant l'importance que l'administration américaine accorde aux négociations de libre-échange⁶².

3 – L'ENVIRONNEMENT

Lors de la signature par le président américain le 12 mai d'une loi autorisant la construction d'un ouvrage de dérivation de la rivière Garrison au Dakota du Nord, le gouvernement canadien exprimait sa satisfaction sur les modifications apportées par rapport au projet original. La loi qui fait suite aux recommandations de la Commission Garrison, appuyées par le Canada, apporte, disait le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, « une solution efficace à l'un des sujets de friction les plus anciens et les plus épineux dans les relations canado-américaines ». M. Clark soulignait également que son gouvernement continuerait à surveiller la mise en oeuvre du projet Garrison afin de s'assurer qu'il n'entraînerait pas, « par inadvertance », de conséquences nuisibles pour le Canada⁶³.

57. *Ibid.*, Communiqué no. 83, 29 avril 1986.

58. *The Globe and Mail*, 20 mai 1986, p. B11.

59. *The Globe and Mail*, 24 juin 1986, p. A5.

60. Bruce LITTLE, *The Globe and Mail*, 25 juin 1986, p. B1.

61. *The Globe and Mail*, 12 juin 1986, p. B4.

62. John CRUICKSHANK, *The Globe and Mail*, 13 juin 1986, pp. A1-A2.

63. Ministère des Affaires extérieures, Communiqué no. 88, 12 mai 1986.

Le ministre canadien de l'Environnement, M. Thomas McMillan, et M. Lee Thomas, de l'*Environmental Protection Agency* américaine, s'entendaient lors d'une rencontre à Washington sur les grandes lignes d'un plan de nettoyage de la rivière Niagara. D'après MM. Thomas et McMillan, un accord final devrait pouvoir être conclu avant le 1^{er} juillet 1987. Le ministre canadien reconnaissait toutefois que l'entente, qui établit des objectifs de réduction de la quantité de substances toxiques polluant la rivière plutôt que de prévoir des excavations pour mettre un terme aux écoulements provenant de sites d'enfouissements américains, n'était pas parfaite⁶⁴.

4 – AUTRES QUESTIONS

Le Canada et les États-Unis signaient le 28 avril un accord de cinq ans sur la coopération en cas d'urgence civile⁶⁵. Ils concluaient d'autre part en mai deux protocoles d'entente sur la coopération dans le domaine des mines et des minéraux. Le premier établit pour cinq ans une collaboration entre le *Bureau of Mines* des États-Unis et le ministère canadien de l'Énergie, des Mines et des Ressources et le second reconduit l'entente qui liait le *Bureau of Mines* et le Centre canadien de la technologie des minéraux et de l'énergie⁶⁶. Enfin, par un échange de notes en juin, les deux pays renouvelaient pour une période de dix ans leur Accord relatif à la zone d'essais de torpilles et aux installations annexes dans le détroit de Georgie, en Colombie-Britannique⁶⁷.

On notera enfin la publicité entourant l'affaire Michael Deaver, un ancien conseiller du président Reagan, engagé comme consultant par l'ambassade du Canada à Washington en septembre 1985 et accusé aux États-Unis d'avoir violé la réglementation sur les conflits d'intérêt. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures comparaisait à ce sujet devant le Comité permanent des Affaires extérieures et du Commerce extérieur le 17 juin⁶⁸.

H — Le Canada et l'Europe occidentale

1 – LA CEE

Le commissaire de la Communauté européenne chargé des relations extérieures et de la politique commerciale, M. Willy De Clercq, présidait avec le secrétaire d'État canadien aux Affaires extérieures les travaux de la sixième session du Comité mixte de coopération Canada-Communauté européenne qui avait lieu le 10 mai à Vancouver. Au cours de cette réunion ministérielle du Comité mixte, les deux parties devaient passer en revue les programmes de coopération existants et fixer les orientations nouvelles. MM. Clark et De Clercq devaient en outre discuter de l'ensemble des relations bilatérales entre le Canada et la Communauté européenne, des conséquences de l'entrée de l'Espagne et du Portugal à la Communauté sur leurs relations commerciales, du commerce mondial des produits agricoles, des négociations commerciales canado-américaines ainsi que des prochaines négociations commerciales multilatérales⁶⁹.

2 – L'ESPAGNE

Le Canada arraisonnait au début du mois de mai quatre chalutiers espagnols soupçonnés d'avoir pêché illégalement dans les eaux canadiennes en octobre 1984 et en juin 1985. Le

64. Christie MCLAREN, *The Globe and Mail*, 15 mai 1986, p. A4 et 16 mai 1986, p. A9.

65. Jeff SALLOT, *The Globe and Mail*, 29 avril 1986, p. A3.

66. Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, *Communiqué no. 86/86*, 29 mai 1986.

67. Ministère des Affaires extérieures, *Communiqué no. 122*, 23 juin 1986.

68. *Ibid.*, *Discours no. 86/38*, 23 juin 1986.

69. Ministère des Affaires extérieures, *Communiqué no. 86*, 9 mai 1986.

ministre fédéral des Pêches, M. Thomas Siddon, déclarait alors que le Canada ne pouvait tolérer la poursuite de la pêche non autorisée dans la zone canadienne. Les activités clandestines des chalutiers espagnols dans les eaux canadiennes ont augmenté depuis 1983 ajoutait M. Siddon⁷⁰. Deux autres navires espagnols étaient escortés jusqu'au port de St-John's à la fin du mois pour y être accusés également de pêche illégale dans les eaux canadiennes. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, qui déclarait aux Communes que la question des pêches constituait un problème sérieux dans les relations canado-espagnoles, profitait de la réunion du Conseil de l'Atlantique Nord d'Halifax quelques jours plus tard pour en discuter avec son homologue espagnol, M. Francisco Fernandez. Les deux ministres se mirent d'accord sur l'établissement d'un comité chargé d'étudier le problème et de faire rapport avant l'automne. Le ministre espagnol aurait reconnu lors de ces entretiens du 30 mai l'importance du problème et accepté de tenter de mettre un terme à la pêche illégale en eaux canadiennes. Les deux pays discuteront de la possibilité de conclure un accord de pêche bilatéral⁷¹.

I – LE CANADA ET L'URSS

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord, M. David Crombie, se rendait en Union soviétique du 26 mai au 7 juin pour y effectuer une tournée dans le Nord du pays. Le ministre s'est déclaré enchanté de sa visite et des rencontres qu'il eut avec les populations de cette région, affirmant avoir trouvé les populations nordiques canadiennes et soviétiques très proches⁷².

À la suite de l'accident nucléaire de Tchernobyl, le gouvernement canadien déplorait, dans un communiqué du 9 mai recommandant aux ressortissants canadiens se trouvant en Union soviétique et en Europe de l'Est l'adoption de mesures préventives, que le gouvernement soviétique n'ait pas communiqué au Canada ou à quelque autre pays les informations nécessaires à l'évaluation des dangers potentiels de l'accident pour les populations. Le Canada offrait par ailleurs à l'URSS son assistance technique⁷³.

Le ministère des Affaires étrangères soviétique se disait surpris du soutien apporté par le Canada à l'intervention militaire américaine d'avril en Libye. Un porte-parole du ministère, M. Vladimir Lomeiko, déclarait que le gouvernement canadien, sous prétexte de condamner des actes terroristes, justifiait en fait le terrorisme d'État⁷⁴.

L'ambassadeur soviétique au Canada, M. Alexey Rodionov, déclarait le 16 juin au cours d'une conférence de presse que les dirigeants soviétiques attachent une grande importance aux relations avec le Canada. M. Rodionov mentionnait que les deux pays discutent d'un éventuel voyage à Moscou du Premier ministre canadien, de la possibilité de la venue au Canada du ministre des Affaires étrangères, M. Shevardnadze et du voyage en URSS de parlementaires canadiens. L'ambassadeur souhaitait par ailleurs que le Canada tienne compte de la position soviétique en matière de contrôle des armements et il réfutait les accusations américaines voulant que l'URSS ait violé les obligations du traité SALT II⁷⁵.

70. *The Globe and Mail*, 6 mai 1986, p. A4.

71. Barbara YAFFEE, *The Globe and Mail*, 27 mai 1986, pp. A1 et A4; Robert MARTIN, *The Globe and Mail*, 31 mai 1986, p. A4.

72. Lawrence MARTIN, *The Globe and Mail*, 14 juin 1986, p. A9.

73. Ministère des Affaires extérieures, *Communiqué no. 87*, 9 mai 1986; *Le Devoir*, 1^{er} mai 1986, p. 3.

74. Lawrence MARTIN, *The Globe and Mail*, 23 avril 1986, p. A8.

75. *The Citizen* (Ottawa), 17 juin 1986, p. A13.

J — Le Canada, l'Amérique latine et les Caraïbes

1 — L'URUGUAY

Le ministre des Affaires étrangères de l'Uruguay, M. Enrique V. Iglesias, rencontrait à Ottawa le 28 mai son homologue canadien. MM. Iglesias et Clark ont discuté du resserrement des liens entre leurs deux pays, le ministre Clark se disant heureux de la décision récente de l'Uruguay de réouvrir son ambassade à Ottawa. Les prochaines négociations commerciales multilatérales, qui seront lancées en Uruguay en septembre à l'occasion de la conférence ministérielle de Punta del Este, la situation économique de l'Amérique latine et le processus de paix en Amérique centrale furent également du nombre des sujets abordés par les ministres. M. Iglesias eut par ailleurs des entretiens avec le ministre des Finances, M. Michael Wilson, et avec M. Simon Reisman, du Bureau des négociations commerciales⁷⁶.

2 — L'AIDE HUMANITAIRE

Le Canada affectait en avril des fonds de \$133,000 du programme d'assistance humanitaire de l'ACDI aux opérations de secours entreprises à la suite d'inondations en Bolivie (\$73,000) et au Pérou (\$60,000)⁷⁷. L'ACDI annonçait encore en juin l'octroi de \$50,000 en équipement de premier secours et un soutien technique pour venir en aide aux victimes d'inondations ayant affligées cette fois Haïti⁷⁸.

K — Le Canada, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord

1 — LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES AU MOYEN-ORIENT

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures effectuait en avril une tournée de dix jours au Moyen-Orient qui le conduisit en Jordanie, en Arabie Saoudite, en Égypte et en Israël. À son arrivée à Amman, M. Clark déclarait aux journalistes que le commerce, l'aide au développement et le processus de règlement du conflit au Moyen-Orient constitueraient les principaux sujets de ses discussions avec les dirigeants des pays visités. Selon lui, commerce et politique étrangère sont inextricablement liés, et il existe au Moyen-Orient un potentiel d'investissement qui n'a pas été suffisamment exploré. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures veut également s'enquérir des raisons qui motivent les récentes demandes de certains pays de la région d'une augmentation de l'aide canadienne. Enfin, pour ce qui est du processus de paix, si M. Clark déclarait ne rechercher rien de spectaculaire au cours de son voyage, le Canada entend faire ce qu'il peut pour favoriser la recherche de la paix.

En Jordanie, première étape de son voyage où il arrivait le 3 avril, le ministre canadien rencontrait en l'absence du roi Hussein, qui se trouvait en Asie, le prince régent Hassan. Au cours de leur entretien, le prince Hassan a suggéré que le Canada et les États-Unis adoptent une approche régionale plutôt que bilatérale envers les pays du Moyen-Orient, ce qui selon le porte-parole du ministre, aurait intéressé M. Clark. Celui-ci soulignait pour sa part que le Canada se considérait comme un participant plutôt que comme un architecte des solutions aux problèmes du Moyen-Orient. Le prince Hassan a enfin accepté l'invitation transmise par M. Clark de se rendre prochainement en visite officielle au Canada⁷⁹. Le ministre Clark eut par ailleurs des entretiens avec son homologue jordanien, M. Taher El Masri. Les deux hommes ont signé un accord-cadre de coopération économique et commerciale. Dans un toast en l'honneur de M. Masri, M. Clark a loué les efforts déployés par le gouvernement

76. Ministère des Affaires extérieures, *Communiqué no. 104*, 28 mai 1986.

77. Ministère des Relations extérieures, *Communiqué no. 86-21*, 11 avril 1986.

78. *Ibid.*, *Communiqué no. 86-38*, 13 juin 1986.

79. *Le Devoir*, 5 avril 1986, p. 4; Patrick MARTIN, *The Globe and Mail*, 5 avril 1986, p. A4.

jordanien et le roi Hussein en vue de l'instauration d'une paix durable au Moyen-Orient, l'assurant de l'appui du Canada qui convient disait-il, « qu'il ne peut y avoir de solution équitable qui ne garantisse pas le droit des Palestiniens à une patrie »⁸⁰. Deux mois après son passage en Jordanie, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures annonçait la décision de son gouvernement d'augmenter l'aide économique à la Jordanie. Les moyens de concrétiser cette décision doivent faire l'objet de consultations avec la Jordanie, mais M. Clark signalait déjà qu'ils prendraient la forme de projets bilatéraux et encourageraient la participation du secteur privé canadien⁸¹.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures soulignait également lors de son passage à Riyadh la contribution de l'Arabie Saoudite, qui « s'est avérée une force de modération et de paix » disait-il, au processus de paix. Malgré des approches parfois différentes, l'Arabie Saoudite et le Canada cherchent néanmoins, selon M. Clark, à maintenir un marché international stable de pétrole⁸². Ces différences furent d'ailleurs soulevées au cours de l'entretien qu'eut M. Clark avec le ministre du Pétrole, Sheik Yamani. Celui-ci lançait un appel au Canada et aux autres producteurs indépendants afin qu'ils coupent leur production pour permettre aux pays de l'OPEP d'accroître leur part du marché. M. Clark réitérait de son côté la position canadienne qui repose sur les forces du marché. Pour le ministre saoudien, les pays producteurs indépendants devraient joindre l'OPEP, M. Clark estimant que si le *statu quo* n'est pas parfait, les problèmes que connaît l'OPEP ne laissent pas présager une situation plus facile au sein d'un système élargi⁸³. Le secrétaire d'État eut d'autres entretiens avec le ministre des Affaires étrangères, le Prince Saud à qui il aurait affirmé que le Canada soutenait le projet de General Motors du Canada de fabriquer des véhicules blindés légers pour les vendre à l'Arabie Saoudite⁸⁴.

Au Caire, en Égypte, le ministre canadien a entre autres choses signé avec le ministre du Plan et de la Coopération économique un protocole d'entente prévoyant la participation canadienne à un projet de mise en valeur des sols et des eaux d'une durée de cinq ans. L'ACDI consacrera \$48,4 millions à ce projet agricole⁸⁵.

Israël constituait la dernière étape du voyage de M. Clark qui y rencontra le premier ministre Shimon Peres et le ministre des Affaires étrangères Yitzhak Shamir. Avec son homologue israélien, M. Clark aurait insisté sur la question de la reconnaissance des droits des Palestiniens. Au cours du discours qu'il prononçait à l'occasion d'un dîner offert par M. Shamir, le ministre canadien soulignait « le droit des Palestiniens à un foyer national au sein d'un territoire clairement défini, la Cisjordanie et la Bande de Gaza »⁸⁶. Devant les journalistes, il se disait heureux d'une déclaration récente du premier ministre Peres qui parlait des Palestiniens comme d'un peuple. Le Premier ministre israélien aurait de son côté demandé au Canada de considérer une participation à un éventuel Plan Marshall en faveur du Moyen-Orient. M. Clark s'est encore rendu à Bethléem où le maire, M. Elias Freij, a demandé une augmentation de l'aide aux Palestiniens des territoires occupés, et a rencontré à Jérusalem M. Anatoly Chtcharansky, dissident juif soviétique récemment émigré en Israël⁸⁷. M. Clark devait signer au cours de son séjour en Israël un accord aérien relatif à la liaison Toronto-Tel Aviv par El Al. Il mentionnait d'autre part que les fonctionnaires des deux pays

80. Ministère des Affaires extérieures, *Discours no. 86-74*, 7 avril 1986.

81. *Ibid.*, *Communiqué no. 113*, 6 juin 1986.

82. *Ibid.*, *Discours no. 86/22*, 8 avril 1986.

83. Patrick MARTIN, *The Globe and Mail*, 9 avril 1986, pp. A1-A2.

84. *Ibid.*, 19 juin 1986, p. A11.

85. Ministère des Relations extérieures, *Communiqué no. 86-20*, 10 avril 1986.

86. Ministère des Affaires extérieures, *Discours no. 86/25*, 14 avril 1986, p. 2.

87. Patrick MARTIN, *The Globe and Mail*, 12 avril 1986, p. A5 et 14 avril 1986, p. A10.

ont entrepris de trouver un projet de développement international auquel pourraient participer le Canada et Israël.

À la fin de son séjour, le ministre canadien déclarait en conférence de presse que la meilleure façon de contribuer à une solution des problèmes du Moyen-Orient constituait à contribuer à la stabilité économique de la région. Le Canada examinera la possibilité d'accroître ses activités de développement dans la région⁸⁸.

2 – L'ALGÉRIE

Mme Monique Vézina se rendait en visite officielle en Algérie du 26 au 28 avril. Elle y rencontrait le ministre des Affaires étrangères, M. Ahmed Taleb Ibrahim, avec qui il fut question de politique internationale et de la session extraordinaire des Nations Unies sur la situation économique en Afrique du mois suivant. La coopération bilatérale canado-algérienne fut abordée avec le vice-ministre des Affaires étrangères chargé de la Coopération, M. Mohamed Aberkane. Mme Vézina annonçait la décision de l'ACDI d'augmenter de \$18 millions les fonds dévolus à la coopération bilatérale et la volonté du Canada de trouver de nouvelles formules de coopération qui sauront mieux répondre aux besoins de l'Algérie en matière de transfert de technologie et de formation professionnelle. La ministre des Relations extérieures eut des entretiens avec plusieurs autres ministres, ceux de l'Agriculture et des Pêches, des Finances, de l'Énergie et des Industries chimiques et pétrochimiques, du Commerce et avec le vice-ministre du Tourisme. Un groupe de travail mixte sera créé dans le but de développer les relations économiques. L'Algérie aimerait que s'amenuise le déséquilibre des échanges commerciaux entre les deux pays par une augmentation des importations canadiennes de produits algériens. Mme Vézina a d'autre part signé un protocole prolongeant une ligne de crédit de la SEE à l'Algérie⁸⁹.

3 – LA LIBYE

À la suite de l'attaque aérienne américaine contre la Libye du 14 avril, le Premier ministre canadien déclarait que son gouvernement soutenait l'objectif recherché par Washington qui était de combattre le terrorisme, mais qu'il déplorait les pertes de vies innocentes survenues au cours du raid aérien. La déclaration lue par le Premier ministre devant la presse le 15 avril souligne que

À plusieurs reprises par le passé, (...) le gouvernement a dit clairement que le terrorisme est répréhensible, et un fléau que tous les membres de la communauté internationale doivent s'employer à éliminer.

C'est précisément (...) ce que les États-Unis visaient à faire, et le Canada appuie cet objectif. Il nous apparaît important toutefois de mettre fin à ce cycle de violence⁹⁰.

Le premier ministre Mulroney lançait en même temps un appel à la reprise des négociations pour faire baisser la tension au Moyen-Orient et résoudre les problèmes politiques de fond de la région⁹¹. Le soir même de l'attaque américaine, le Bureau du Premier ministre avait émis une première déclaration soulignant que le Canada avait été « pleinement consulté par les États-Unis » et préalablement informé des plans des États-Unis. Le gouvernement canadien disait accepter les déclarations du président Reagan à l'effet que la Libye avait trempé dans des attentats terroristes et concluait que la riposte américaine

88. *Ibid.*, 14 avril 1986, p. A10.

89. Ministère des Affaires extérieures, *Reportage Canada*, Vol. 2, no. 10 (28 mai 1986), p. 3.

90. Pierre APRIL, *Le Devoir*, 16 avril 1986, p. 2.

91. Jeff SALLOT, *The Globe and Mail*, 16 avril 1986, pp. A1-A2.

à une provocation grave semblait limitée et essentiellement dirigée contre des installations terroristes⁹².

À la suite des accrochages américano-libyens du 24 mars dans le Golfe de Syrte, le Canada, par la voix du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, avait souhaité que les deux parties fassent preuve de modération⁹³. Le premier ministre Mulroney déclarait deux jours avant l'attaque américaine d'avril que s'il fallait lutter contre le terrorisme, il n'était pas nécessaire d'utiliser les grands moyens (*a shotgun approach* disait-il)⁹⁴.

Le chef du protocole de Libye, M. Saad Mujber, qui effectuait un séjour privé au Canada en avril, déclarait au moment de son départ qu'il repartait avec une impression favorable à l'endroit de la réaction canadienne, malgré le soutien apporté aux États-Unis. Le débat parlementaire sur l'attaque l'aurait convaincu d'une part que les hommes politiques canadiens n'étaient pas totalement obnubilés par les arguments américains et la réaction officielle modérée le porterait d'autre part à croire que le Canada n'avait d'autre choix que de soutenir les États-Unis⁹⁵.

L — Le Canada et l'Afrique (sud du Sahara)

1 — L'AFRIQUE DU SUD

Le gouvernement canadien condamnait le 19 mai les actes d'agression commis le jour même par l'Afrique du Sud contre le Botswana, la Zambie et le Zimbabwe. Il déplorait particulièrement que ce geste ait été posé au moment où le Groupe des sages du Commonwealth se trouvait dans la région afin de favoriser un changement pacifique⁹⁶. Le lendemain, Ottawa rappelait pour consultations son ambassadeur à Pretoria, M. Edward Lee. Le Premier ministre canadien avait également une conversation téléphonique avec le président de la Zambie, M. Kenneth Kaunda, afin de lui signifier la solidarité du Canada⁹⁷.

Le Groupe des sages chargé lors de la Conférence au Sommet du Commonwealth de Nassau, en octobre dernier, de promouvoir le dialogue politique en Afrique du Sud rendait son rapport en juin. Le primat de l'Église anglicane du Canada, M. Edward Scott, représentait le Canada au sein de ce groupe composé de sept personnes. Devant les conclusions des sages qui affirmaient qu'en dépit de ses déclarations, le gouvernement sud-africain n'a pas la volonté de négocier les changements fondamentaux nécessaires au démantèlement du système d'apartheid et croyait nécessaire l'adoption de sanctions économiques, le Canada décidait d'imposer immédiatement quatre nouvelles mesures contre l'apartheid. Dans une déclaration prononcée devant la Chambre des Communes, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures disait le Canada disposé à adopter de concert avec ses partenaires du Commonwealth, à la suite de la réunion des dirigeants des pays représentés au sein du groupe des sages qui aura lieu au mois d'août, de nouvelles mesures économiques à l'endroit de l'Afrique du Sud. Pour « maintenir la pression », le Canada choisissait toutefois d'imposer seul quatre mesures. M. Clark annonçait donc que le gouvernement canadien mettrait fin à l'achat de produits sud-africains et inciterait les provinces à en faire autant,

92. Christopher WADDELL, *The Globe and Mail*, 15 avril 1986, p. A11.

93. *The Globe and Mail*, 26 mars 1986, p. A4.

94. Pierre APRIL, *Le Devoir*, 12 avril 1986, p. 2.

95. Susan DELACOURT, *The Globe and Mail*, 30 avril 1986, p. A24.

96. Ministère des Affaires extérieures, *Communiqué no. 95*, 19 mai 1986.

97. Jocelyn COULON, *Le Devoir*, 21 mai 1986, p. 1; Charlotte MONTGOMERY, *The Globe and Mail*, 22 mai 1986, p. A1.

qu'il interdirait la promotion touristique sud-africaine au Canada, qu'il refuserait désormais l'accréditation au Canada d'attachés sud-africains non-résidents pour la science, les mines, le travail et l'agriculture. Enfin, des crédits additionnels de \$2 millions étaient alloués au programme canadien d'éducation et de formation des Noirs en Afrique du Sud, ce qui portait à \$7 millions les crédits disponibles pour ce programme dont les détails étaient précisés par l'ACDI. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures annonçait en même temps que le premier ministre Mulroney avait décidé de déléguer auprès des dirigeants de certains pays du Commonwealth, dont le président zambien, un émissaire spécial chargé de préparer la réunion au sommet du mois d'août. Ce rôle était dévolu à M. Bernard Wood, directeur de l'Institut Nord-Sud⁹⁸.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures déposait le 18 juin aux Communes le rapport de M. Albert Hart chargé à la suite des mesures prises en juillet 1985 d'examiner les pratiques des compagnies canadiennes faisant affaire en Afrique du Sud pour en déterminer la conformité au code d'éthique du gouvernement canadien. Cinq compagnies canadiennes étaient notamment trouvées coupables de ne pas verser à leurs employés noirs un salaire décent et M. Clark en appelait à l'opinion publique pour faire pression sur ces compagnies⁹⁹. Enfin, le gouvernement canadien espérait toujours convaincre la Grande-Bretagne de se joindre à ses partenaires du Commonwealth en imposant des sanctions économiques contre l'Afrique du Sud. La question faisait l'objet d'un entretien qu'avait M. Clark à Londres le 20 juin avec son homologue britannique, M. Geoffrey Howe, et le premier ministre Mulroney annonçait son intention d'en discuter avec la Première ministre britannique lors de son passage au Canada en juillet¹⁰⁰.

2 – LE BURKINA FASO

Le ministère des Affaires extérieures annonçait le 15 mai la venue au Canada prévue pour les 20, 21 et 22 mai du ministre des Ressources financières du Burkina Faso, M. Justin Damo Baro. Il venait afin de présider avec Mme Monique Vézina, les troisièmes consultations bilatérales sur la coopération entre les deux pays. La ministre des Relations extérieures et M. Baro devaient signer à cette occasion un nouvel accord général de coopération¹⁰¹.

3 – LE ZAÏRE

Le secrétaire d'État à la Coopération internationale et au Commerce extérieur du Zaïre, M. Nyiwa Mobutu, devait se rendre au Canada au début de juin afin de coprésider avec M. Jean-Guy Hudon, secrétaire parlementaire de la ministre des Relations extérieures, la troisième session de la Commission bilatérale Canada-Zaïre. Le communiqué faisant état de la venue du ministre zaïrois mentionnait que deux projets de coopération seraient signés à cette occasion¹⁰². Un communiqué de l'ACDI confirmait le 4 juin la signature d'un des deux accords, portant sur la commercialisation des produits agricoles au Zaïre¹⁰³.

4 – L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT: AFRIQUE 2000

La ministre des Relations extérieures lançait le 6 mai l'opération Afrique 2000, qu'elle présentait comme un engagement à long terme du Canada en vue de contribuer au

98. Ministère des Affaires extérieures, *Discours no. 86/35*, 12 juin 1986; Ministère des Relations extérieures, *Communiqué no. 86-36*, 12 juin 1986.

99. Bernard DESCÔTEAUX, *Le Devoir*, 20 juin 1986, p. 1.

100. Ministère des Affaires extérieures, *Communiqué no. 119*, 19 juin 1986; Jeff SALLOT, *The Globe and Mail*, 21 juin 1986, p. A12.

101. Ministère des Affaires extérieures, *Communiqué no. 91*, 15 mai 1986.

102. *Ibid.*, *Communiqué no. 103*, 28 mai 1986.

103. Ministère des Relations extérieures, *Communiqué no. 86-34*, 4 juin 1986.

développement du continent africain. Cette opération menée sur quinze ans prendra d'abord la forme d'un fonds spécial de \$150 millions sur cinq ans, fonds qui sera consacré à la réalisation de petits projets de développement dans les secteurs de l'agriculture, du reboisement et de la sécurité alimentaire. Le secteur privé et les ONG – ces dernières étant assurées de recevoir la moitié des crédits du fonds spécial – seront associés aux projets. Lorsqu'elle dévoilait un mois plus tard le plan d'action de l'ACDI pour l'intégration des femmes dans le développement, Mme Vézina annonçait que \$25 des \$150 millions du fonds spécial pour l'Afrique seraient réservés à des projets donnant la priorité aux femmes¹⁰⁴. C'est dans « un plan d'action général qui s'attaque aux causes profondes de la crise économique en Afrique » que s'inscrit l'opération Afrique 2000, disait Mme Vézina qui indiquait en même temps la formation d'un groupe consultatif chargé de conseiller le gouvernement sur l'ensemble de ses politiques africaines¹⁰⁵.

M — Le Canada, l'Asie et l'Océanie

1 – L'ASEAN

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures participait encore cette année à la réunion des partenaires du Dialogue de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). Les six ministres des Affaires étrangères des pays de l'ASEAN et les ministres des Affaires étrangères du Canada, de l'Australie, de la CEE, du Japon, de la Nouvelle-Zélande et des États-Unis tenaient leur réunion annuelle à Manille, aux Philippines, à la fin juin. Dans le discours qu'il prononçait devant cette assemblée, M. Clark s'est d'abord déclaré heureux que la première déclaration conjointe de la XIX^{ème} réunion annuelle des ministres de l'ASEAN qui venait de se dérouler ait porté sur l'Afrique australe. Il abordait ensuite le problème du Cambodge et annonçait que le Canada acceptait pour la troisième fois la demande de l'ASEAN de venir en aide au gouvernement de coalition du Kampuchéa démocratique. Le Canada accordera ainsi \$40,000 de son budget d'aide au développement aux éléments non communistes du gouvernement de coalition. M. Clark réitérait l'engagement de son gouvernement de ne pas offrir d'aide au développement au Vietnam aussi longtemps que celui-ci continuera à aggraver le Cambodge. Le ministre canadien poursuivait son discours en faisant état des réalisations du sommet de Tokyo et des perspectives des prochaines négociations commerciales multilatérales. Il terminait en annonçant la venue prochaine en Asie du solliciteur général du Canada qui s'y rendra pour discuter de la coopération en matière de lutte contre la drogue¹⁰⁶.

Le Secrétaire d'État canadien aux Affaires extérieures avait également une réunion bilatérale avec ses homologues de l'ASEAN. Il leur faisait part de l'intention de son gouvernement de faire plus en matière de coopération commerciale et de promotion de l'investissement. Le Canada proposait ainsi la création d'un fonds pour l'ASEAN qui servirait à l'organisation de séminaires sur la commercialisation et à l'accueil de missions commerciales. Il cherche ainsi des moyens de mieux sensibiliser le secteur privé canadien aux débouchés existants dans les pays de l'ASEAN et voudrait développer un mécanisme de transfert de technologie, qui pourrait prendre la forme d'une ligne de crédit. M. Clark soulignait l'importance accordée au développement des ressources humaines au sein de la

104. Ministre des Relations extérieures, *Communiqué no. 86-37*, 11 juin 1986.

105. Ministère des Affaires extérieures, *Reportage Canada*, Vol. 2, no. 10 (28 mai 1986), p. 3; Marie TISON, *Le Devoir*, 7 mai 1986, p. 2.

106. Ministère des Affaires extérieures, *Discours no. 86/42*, 26 juin 1986.

coopération au développement Canada-ASEAN et l'intention canadienne d'augmenter sa participation dans ce secteur que le ministre qualifiait de vital¹⁰⁷.

2 – LA CHINE

À la suite du Sommet des Sept de Tokyo, le Premier ministre canadien passait encore neuf jours en Asie où il effectuait des visites officielles au Japon, en Chine et en Corée du Sud. Il était suivi dès la fin de mai dans ces trois pays par son ministre du Commerce extérieur qui s'y rendait du 27 mai au 6 juin.

M. Brian Mulroney arrivait à Beijing le 8 mai pour une visite de quatre jours en Chine au cours de laquelle il avait l'intention « d'étendre la relation d'amitié » entre les deux pays. Ses premiers entretiens avec le premier ministre Zhao Ziyang, qui durèrent trois heures, ont porté en grande partie sur les questions internationales. Le Premier ministre canadien a entre autre informé son homologue chinois des résultats du Sommet de Tokyo. Lorsqu'il fut question des discussions du Sommet sur les problèmes agricoles, M. Zhao Ziyang a assuré le Canada que celui-ci ne perdrait pas sa place sur le marché chinois du blé, malgré la guerre de subventions des produits agricoles que se livrent la CEE et les États-Unis. La même assurance était réitérée un mois plus tard par les autorités chinoises au ministre responsable de la Commission canadienne du Blé, M. Charles Mayer, qui se trouvait en Chine avec un groupe d'hommes d'affaires canadiens intéressés à importer des produits alimentaires chinois¹⁰⁸. L'aide bilatérale et les échanges commerciaux ont également fait l'objet des discussions des deux premiers ministres. M. Mulroney a annoncé que le Canada allait doubler les fonds de l'ACDI consacrés à la Chine, qui seront de \$200 millions pour les cinq prochaines années, et que le Canada offrirait à la Chine une usine de fabrication d'engrais de \$300 millions. Il indiquait aussi l'ouverture d'une ligne de crédit de \$350 millions de la SEE pour cinq ans afin de permettre un financement plus compétitif pour l'achat par la Chine de biens et services canadiens. Le Premier ministre chinois aurait pour sa part indiqué l'intention de son gouvernement de conclure rapidement des ententes sectorielles dans les domaines de l'agriculture, des communications et de l'industrie légère et reconnu l'apport que pourrait faire le Canada dans les secteurs de la foresterie, des pâtes et papiers et de l'énergie.

M. Mulroney eut également un entretien d'une heure avec le secrétaire du Parti communiste chinois, M. Hu Yaobang, sur les réformes économiques et la politique étrangère chinoise. Un autre fut consacré au Premier ministre canadien par le président, M. Li Xiannian, où il fut encore question du programme chinois de modernisation et de la contribution que pourrait y faire le Canada. Les réformes économiques chinoises furent encore au centre des entretiens de 70 minutes qu'eut M. Mulroney avec M. Deng Xiaoping, ancien vice-premier ministre. Au cours de son séjour en Chine, M. Mulroney prononça un discours devant les membres du Conseil commercial Canada-Chine qui tenait sa réunion annuelle dans ce pays pour la première fois depuis sa formation en 1978. Devant ce groupe d'hommes d'affaires canadiens, il faisait état de l'importance que le Canada accorde à la Chine au sein de sa nouvelle stratégie commerciale¹⁰⁹.

Avant de quitter le pays, le Premier ministre canadien eut un dernier entretien avec son homologue chinois à qui il fit part des préoccupations du Canada envers le respect des droits de la personne, particulièrement à l'endroit de l'emprisonnement de prêtres catholiques¹¹⁰.

107. *Ibid.*, Discours no. 86/41, 26 juin 1986.

108. *The Globe and Mail*, 12 juin 1986, p. B3.

109. James RUSK, *The Globe and Mail*, 10 mai 1986, pp. A1-A2 et 12 mai 1986, p. A9; Ministère des Affaires extérieures, *Reportage Canada*, Vol. 2, no. 11 (11 juin 1986), pp. 3 et 6.

110. James RUSK, *The Globe and Mail*, 13 mai 1986, p. A5.

Lorsqu'il se rendait à son tour en Chine en juin, le ministre du Commerce extérieur visitait Shanghai, ville où le Canada vient d'ouvrir un nouveau consulat général, et où il rencontrait le maire. À Beijing, il discutait des projets hydro-électriques chinois avec le vice-premier ministre, M. Yao Yilin et les ministres responsables de ces projets, dont Mme Qian Zhengying, ministre des Ressources en Eau et de l'Énergie électrique. Le ministre signait avec le ministre chinois des Relations économiques et du Commerce extérieur un accord prévoyant l'octroi de fonds de \$5 millions du programme de coopération industrielle de l'ACDI pour financer au cours des trois prochaines années des études de faisabilité effectuées par des entreprises canadiennes voulant réaliser des projets techniques en Chine. Enfin, M. Kelleher offrait à la Chine l'expertise technique canadienne en vue de son adhésion au GATT¹¹¹.

Le Canada et la Chine signaient par ailleurs le 13 mai un accord sur la double taxation et l'évasion fiscale¹¹². On notera enfin la tenue à Ottawa, à la fin d'avril, d'une réunion sur le commerce avec la Chine qui regroupait des fonctionnaires fédéraux et provinciaux et des représentants de l'industrie agro-alimentaire. Le ministre canadien de l'Agriculture, M. John Wise, y prenait la parole et faisait état des efforts de son gouvernement pour élargir ses échanges avec la Chine, notamment les exportations agricoles¹¹³.

3 – LA CORÉE DU SUD

Le Premier ministre canadien passait trois jours en Corée du Sud après avoir quitté la Chine. Il rencontrait à Séoul le président Chun Doo Hwan et le premier ministre Lho Shin Yong. M. Brian Mulroney a souhaité que la Corée du Sud ouvre davantage son marché aux produits canadiens pour que puisse s'amenuiser le déficit commercial canadien dans son commerce avec la Corée du Sud. Il espérait notamment que soient abaissés les tarifs qui frappent les produits agricoles et forestiers canadiens. Le Canada aimerait également que l'industrie automobile sud-coréenne effectue des investissements au Canada, dans les secteurs des pièces automobiles. Le président sud-coréen aurait promis au premier ministre que son pays abaisserait de 40 à 10 % le tarif sur le canola, ce qui permettrait à ce produit d'être plus compétitif par rapport aux exportations américaines de céréales vers la Corée du Sud. La Corée du Sud fera également l'essai d'un chargement de charbon de Colombie-Britannique.

Le Premier ministre canadien aurait longuement insisté, au cours de ses entretiens avec les dirigeants sud-coréens, sur l'importance de la démocratie et du respect des droits de la personne, sujet qu'il abordait également dans son discours prononcé devant les membres du Conseil économique du bassin du Pacifique. M. Mulroney s'est d'autre part rendu à la frontière entre les deux Corée¹¹⁴.

4 – LE JAPON

Le Premier ministre canadien prolongeait son séjour au Japon à la suite du Sommet de Tokyo pour effectuer dans ce pays une visite officielle de deux jours. Il eut alors l'occasion de discuter des relations bilatérales canado-japonaises avec M. Yasuhiro Nakasone, premier ministre du pays. Les deux hommes discutèrent des relations commerciales entre les deux

111. Ministre du Commerce extérieur, *Communiqué no. 115*, 6 juin 1986; Ministre des Relations extérieures, *Communiqué no. 86-35*, 4 juin 1986.

112. *The Globe and Mail*, 16 mai 1986, p. B3.

113. Ministère de l'Agriculture, Discours du 29 avril 1986.

114. Ministère des Affaires extérieures, *Reportage Canada*, Vol. 2, no. 11 (11 juin 1986), p. 6; Thomas WALKOM, *The Globe and Mail*, 14 mai 1986, p. B22; Denis LESSARD, *Le Devoir*, 14 mai 1986, p. 2; *Le Devoir*, 15 mai 1986, p. 2.

pays, notamment du dossier de l'automobile. M. Mulroney aurait indiqué à son hôte que le Canada serait prêt à consentir des accommodements à l'industrie japonaise de l'automobile si celle-ci effectuait des investissements au Canada. Du côté japonais, on aurait souligné la concurrence des voitures sud-coréennes Hyundai sur le marché canadien, l'entrée de ces voitures au Canada n'étant pas soumises à des limites quantitatives. À l'occasion du passage de M. Mulroney, les deux pays annonçaient la conclusion d'un accord sur la coopération scientifique et technique et d'une convention sur la double imposition.

Le Premier ministre canadien fut invité à prononcer un discours devant la Diète japonaise. Il a souligné aux membres du Parlement la volonté du Canada d'exporter vers le Japon ses technologies de pointe et non plus essentiellement des ressources naturelles. M. Mulroney indiquait que de nouvelles mesures devaient être prises par le Japon pour ouvrir ses marchés aux produits canadiens. Le Canada souhaite une augmentation des échanges commerciaux, culturels et politiques entre les deux pays et le premier ministre signalait qu'une de ses priorités consisterait à multiplier les échanges d'étudiants et d'industriels.

M. Brian Mulroney fut encore reçu en audience par l'empereur Hirohito et a invité un groupe de gens d'affaires nippons venus le rencontrer à investir au Canada¹¹⁵.

Le ministre canadien du Commerce extérieur se rendait les 29 et 30 mai dans la région japonaise de Kansai. Cette région de l'Ouest du Japon est une zone industrielle importante qui peut offrir au Canada des débouchés intéressants, déclarait le ministre James Kelleher. Celui-ci espère notamment que des sociétés canadiennes pourront participer à la construction du nouvel aéroport international de la région et il rencontrait le président de la Société du nouvel aéroport international de Kansai. M. Kelleher eut également des entretiens avec les responsables de la ville et de la Chambre de commerce d'Osaka, où le Canada a récemment ouvert un consulat¹¹⁶.

On apprenait en juin l'ouverture à Tokyo d'un salon d'exposition permanente pour la promotion des produits canadiens. Dirigé par le secteur privé, les activités du Centre commercial canadien seront supervisées par l'ambassade du Canada¹¹⁷. Les gens d'affaires des deux pays se réunissaient par ailleurs à Nagoya en mai pour la 9^{ème} Conférence des hommes d'affaires Canada-Japon alors que des représentants des industries spatiales et des gouvernements se réunissaient à Tokyo pour discuter des possibilités de coopération et d'échanges dans ce domaine¹¹⁸.

5 - LES PHILIPPINES

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures était en visite officielle aux Philippines du 28 juin au 2 juillet, après avoir participé à la Conférence ministérielle annuelle de l'ASEAN. À Mme Corazon Aquino, présidente du pays, M. Clark a fait part de l'intention du Canada de considérer les Philippines comme pays prioritaire au sein du programme canadien d'aide au développement, ce qui permettrait d'assurer une aide à long terme à ce pays. Le ministre canadien annonçait une contribution de \$10 millions sur trois ans au Fonds de redressement et développement du Negros, province où il se rendait par ailleurs au cours de son séjour. Lors de sa rencontre avec le Gouverneur du Negros Occidental, M. Clark lui remettait un montant de \$84,000 destinées à des ONG actives dans le domaine du développement social et économique. Le ministre canadien annonçait encore une prolongation de deux ans de la

115. Ministère des Affaires extérieures, *Reportage Canada*, Vol. 2, no. 11 (11 juin 1986), p. 2; Denis LESSARD, *Le Devoir*, 8 mai 1986, pp. 1 et 10.

116. Ministre du Commerce extérieur, *Communiqué no. 106*, 30 mai 1986.

117. *Le Devoir*, 21 juin 1986, p. B3.

118. Darryl GIBSON, *The Globe and Mail*, 20 mai 1986, p. B4; *The Globe and Mail*, 27 mai 1986, p. B13.

participation canadienne au Programme de développement de la pêche artisanale de Bayawan, au Negros Oriental et une contribution de \$5 millions au programme de vaccination des Philippines. Outre la présidente, M. Clark put rencontrer le vice-président Salvador Laurel et le ministre des Finances ¹¹⁹.

N — Chronologie thématique*

Rencontre des principaux exportateurs de blé

2 juin :

À l'invitation du Canada, les ministres des cinq principaux pays exportateurs de blé, États-Unis, CEE, Argentine, Australie et Canada, se réunissent en Colombie-Britannique pour discuter des problèmes que connaissent les échanges mondiaux de blé.

Le FMI et la Banque mondiale

10 et 11 avril :

Le ministre du Commerce extérieur, M. James Kelleher, participe à Washington aux travaux du Comité intérimaire du FMI et du Comité de développement du FMI et de la Banque mondiale centrés sur le problème de l'endettement des pays en développement.

Ratification de la Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone

4 juin :

Les ministres des Affaires extérieures et de l'Environnement annoncent que le Canada a déposé le jour même à New York le document de ratification de la Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone et qu'il est ainsi le premier pays à ratifier la Convention.

Le programme spatial canadien : coopération avec les États-Unis et l'Europe

12 mai :

Confirmant la participation du Canada au projet américain de station spatiale au coût de \$800 millions sur 15 ans qu'avait annoncé en mars à Washington le Premier ministre canadien, les ministres des Communications, des Sciences et de la Technologie et des Mines annoncent que le Canada poursuivra également sa coopération avec l'Agence spatiale européenne et participera au programme français Hermès.

Le Canada et la France

23 avril :

The Globe and Mail rapporte que le solliciteur-général du Canada, M. Perrin Beatty, effectue un séjour en France afin de signer un protocole d'entente sur la lutte contre le trafic de drogue.

3 juin :

Ouverture à Genève des audiences du tribunal d'arbitrage chargé de rendre une décision sur le différend franco-canadien relatif au filetage à l'intérieur du Golfe du Saint-Laurent par des chalutiers-usines (l'affaire du bateau « La Bretagne »).

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures en Irlande

20 au 23 juin :

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Joe Clark, est en Irlande où il a des entretiens avec le premier ministre de ce pays, M. Garret FitzGerald, et le ministre des

119. Ministère des Affaires extérieures, *Communiqué no. 130*, 30 juin 1986.

Affaires étrangères, M. Peter Barry. Il participe par ailleurs à l'inauguration d'un monument commémoratif en l'honneur des victimes de la perte d'un avion d'Air India disparu en mer au large de l'Irlande au cours d'un vol ayant quitté le Canada en juin 1985.

Le président italien à Toronto

mi-juin:

M. Francesco Cossiga, président de la République italienne, est de passage à Toronto. Il y rencontre le Premier ministre canadien, le Premier ministre ontarien et le ministre responsable du multiculturalisme, M. Otto Jelinek.

Mission commerciale en Finlande, Suède et Norvège

16 au 27 mai:

Le ministre d'État aux Forêts, M. Gerald S. Merrithew, dirige une mission commerciale sur les forêts en Finlande, en Norvège et en Suède, notamment, dans le but d'attirer des investissements au Canada et de promouvoir les transferts de technologie et les entreprises conjointes.

Le Canada et le Costa Rica

8 mai:

Une délégation canadienne présidée par le secrétaire parlementaire du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Charles Henry Cook, assiste à San José aux cérémonies d'inauguration du nouveau président du Costa Rica, M. Oscar Arias Sanchez.

Le Canada et l'Australie

26 juin:

Le ministre australien de l'Industrie primaire, M. John Kerin, rencontre à Ottawa le ministre de l'Agriculture, M. John Wise, et le ministre responsable de la Commission canadienne du Blé, M. Charles Mayer, pour discuter de la guerre commerciale des produits agricoles que se livrent la CEE et les États-Unis. M. Kerin arrivait de Bruxelles où il avait rencontré les responsables de la CEE et se rendait à Washington.

Le Canada et l'Indonésie

mi-mai:

Le ministre du Commerce de l'Indonésie, M. Rachmat Saleh, effectue une mission commerciale au Canada. M. Saleh regrette que le Canada limite l'entrée au pays des textiles indonésiens et souhaite que soit redressé le déséquilibre actuel de la balance commerciale entre les deux pays, favorable au Canada.

Aide au développement du Bangladesh

4 mai:

L'ACDI annonce la signature de deux accords avec le Bangladesh. Elle consacrera au terme du premier accord un montant de \$78 millions à un projet de fourniture de potasse à ce pays. Le second prévoit une contribution canadienne de \$14 millions à la modernisation d'entrepôts de denrées alimentaires.

Subventions de l'ACDI à divers programmes internationaux

18 avril:

La ministre des Relations extérieures annonce que le Canada, dans le but d'encourager les objectifs et les idéaux de l'UNESCO, versera par l'intermédiaire de l'ACDI, \$500,000 sur deux ans à la Commission canadienne de l'UNESCO. L'ACDI augmentera d'autre part de 35 % sa contribution au Programme international pour le développement de la communica-

tion, qui sera de \$110,000 et versera également \$120,000 pour deux objets de ce programme. Le Canada augmentera également de 20 % sa contribution régulière à l'Institut international pour la planification de l'éducation qui sera de \$120,000 en 1986-1987 et allouera encore \$100,000 à un projet de formation de l'Institut.

20 mai:

Mme Monique Vézina annonce que le Canada versera \$14,8 millions au Groupe consultatif de la recherche agricole internationale pour l'année 1986-1987. Le Groupe compte trente-huit pays ainsi que des organisations internationales et des fondations qui subventionnent treize centres internationaux de recherche agricole, la majorité étant située dans les pays en développement. L'ACDI avait alloué \$13,5 millions au Groupe l'an dernier.

Conseils du ministère des Affaires extérieures aux membres du corps diplomatique

18 juin:

Le quotidien *Le Devoir* rapporte que les diplomates en poste au Canada ont reçu une lettre du ministère des Affaires extérieures leur demandant de ne pas publier ou distribuer d'informations considérées comme offensantes pour le Canada ou les pays avec lequel le Canada entretient des relations. Au ministère des Affaires extérieures, on affirme que des lettres de ce genre sont expédiées à intervalles réguliers depuis quelques années.

Conseiller spécial en placement à l'ambassade de Bonn

15 mai:

Le ministre du Commerce extérieur annonce la nomination d'un conseiller spécial en placement auprès de l'ambassade du Canada à Bonn. Des nominations semblables avaient déjà été faites pour les ambassades de Londres et de Tokyo et le ministre prévoit affecter bientôt d'autres conseillers en placement à Paris, à New York et dans une autre ville américaine.

Nominations diplomatiques

25 avril:

Le ministère des Affaires extérieures annonce que M. Christian Sarrazin sera le Consul général du Canada au nouveau consulat de Shanghai.

24 juin:

On apprend la nomination de M. Curtis Barlow au poste de directeur du Centre culturel canadien de Londres. M. Barlow succèdera en septembre à M. David Peacock.

II — Les relations extérieures du Québec

(avril à juin 1986)

A — Aperçu général

On apprenait en avril quelques-unes des mesures retenues dans le cadre de la restructuration du réseau des délégations du Québec à l'étranger rendue nécessaire par les coupures budgétaires de près de 20 % infligées au ministère des Relations internationales pour l'année 1986-87 et par la volonté du gouvernement libéral de réorienter l'action des délégations. C'est à l'occasion de l'étude des crédits de son ministère en commission parlementaire que le ministre des Relations internationales, M. Gil Rémillard, annonçait trois séries de mesures qui devraient permettre des réductions de dépenses d'environ \$3,1 millions: la fermeture de quelques délégations ou la redistribution des tâches entre certaines d'entre elles, le non